

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#32
NOVEMBRE
2013

DROIT AU RETOUR POUR KHATCHIK, LEONARDA ET SA FAMILLE



ARRÊT DES EXPULSIONS, RÉGULARISATION !

ARRÊT DES EXPULSIONS, RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Des centaines de morts au large de Lampedusa ; un ministre de l'Intérieur qui dit que les Roms n'ont pas vocation à rester en France et qui accuse le Figaro de sous-estimer ses chiffres d'expulsions ; le FN qui brigue des mairies et la première place d'opposant au gouvernement... Un gouvernement qui fait passer en douceur sa nouvelle contre-réforme et la promesse que les jeunes n'auront jamais droit à une retraite... Cet automne ne pouvait être plus morose.

Et puis la jeunesse s'est invitée. L'expulsion de Khatchik à Paris a provoqué la mobilisation de son lycée, rapidement étendue à toute la capitale. Celle de Leonarda, arrachée en pleine sortie scolaire, a provoqué l'indignation jusqu'au sein du PS.

Des milliers de lycéens et de lycéennes sont venus rappeler que la jeunesse n'accepte pas l'inacceptable, que les mots de solidarité et d'antiracisme ont encore un sens pour notre génération.

Ce mouvement est la meilleure réponse face à un FN qui se prétend premier parti chez les jeunes et avait lancé, quelques jours avant, son collectif d'enseignants fachos.

Oui, l'extrême droite est encore en confiance, cette confiance alimentée par l'occupation des rues l'an dernier à l'occasion des manifs homophobes ; cette confiance alimentée aussi par l'incapacité du mouvement ouvrier à s'opposer à un gouvernement plus antisocial et impopulaire que jamais. Et l'extrême droite agresse : les gays et les lesbiennes, les femmes voilées, les antifascistes, comme Clément

en juin dernier, et récemment des syndicalistes étudiantes à Paris.

Ce faisant, ces courants qui se disent « anti-système » et « anti-austérité » montrent leur vrai visage : ils ne s'attaquent pas aux patrons licencieurs ou aux présidents de facs qui baissent les budgets. Ils s'en prennent à ceux et celles d'en bas, aux militants et militantes qui défendent leurs droits et ceux de leurs camarades.

Ce n'est pas un gouvernement qui fait le lit du FN qui nous débarrassera de l'extrême droite, c'est nous, la jeunesse, les classes populaires, la rue, dans l'unité et dans la résistance !

**NPA
JEUNES**

LES LYCÉES, HANTISE DES GOUVERNEMENTS

Les mobilisations lycéennes possèdent un inconvénient et un avantage pour gagner. L'inconvénient pour les jeunes scolarisés, c'est que nous ne paralysons pas l'économie lorsque nous nous mettons en grève. Lorsque nous allons manifester, la vie économique continue contrairement à une grève dans l'automobile, les trains, les postes... En revanche, notre avantage, et il s'est illustré dans l'histoire, c'est d'être imprévisibles ! Nos mobilisations peuvent être plus longues, plus radicales et donner confiance au reste de la société pour se mobiliser.

Une méthode qui a fait ses preuves

La plus grande grève générale de l'histoire de France, Mai 68, a été

lancée par une lutte étudiante qui s'est ensuite étendue à l'ensemble du monde du travail. En 1996, le mouvement contre le Contrat première embauche (CPE, un projet de contrat précaire du gouvernement) est parti des facs et des lycées et a gagné grâce au ralliement des salariés.

Quelle stratégie aujourd'hui ?

De 2005 à 2010, les lycées ont connu une période de mobilisations quasi annuelles. Nous pouvons en tirer quelques leçons.

Pour convaincre les lycéens et lycéennes de son bahut de se mobiliser, il faut à la fois convaincre de la justesse de nos revendications (par exemple le droit au retour des jeunes expulsés,

le retrait d'une contre-réforme...) et qu'il est possible de gagner. Le rôle des assemblées générales (AG) est de débattre du fond mais aussi d'élaborer les moyens de nous mobiliser, d'organiser concrètement la lutte, de décider des moyens d'action.

C'est un rôle fondamental pour que le plus grand nombre de lycéens structurent la mobilisation et non qu'elle retombe quelques jours après un mouvement spontané. Il faut ensuite chercher à étendre le mouvement, en allant voir des lycées voisins qui ne sont pas encore mobilisés, en cherchant à se coordonner entre établissements (aux niveaux local mais aussi national).

Une fois le milieu majoritairement entré dans la lutte, vient le moment de nous adresser aux autres secteurs : les universités, voire le monde du travail.

Sarkozy disait en 2010 : « les lycéens, il faut les surveiller comme le lait sur le feu ». De son point de vue, il avait bien raison ! Oui, les lycées sont en capacité d'entraîner toute la société dans un mouvement général contre le gouvernement et sa politique.

À nous de jouer !

Benco (Comité jeunes Le Mans)



LE BLOCAGE EST LÉGITIME

Peillon déclarait le 18 octobre : « On peut toujours comprendre que les jeunes se mobilisent (...) mais je leur demande de trouver d'autres moyens pour s'exprimer que de bloquer leur lycée. »

Quelle hypocrisie ! S'il veut mettre fin aux manifestations, qu'il mette fin aux injustices qui les ont provoqué ! Et s'il reconnaît le droit aux jeunes de se mobiliser, alors qu'il demande aux établissements de ne pas sanctionner ceux et celles qui ratent les cours pour aller manifester ! Car c'est bien la première finalité du blocage.

Le blocage n'est pas en soi ce qui fait reculer le gouvernement : seules les manifestations donnent de la

visibilité et peuvent être proposées à d'autres secteurs pour étendre le mouvement.

Mais il concrétise le fait d'être en grève, il permet de dégager du temps pour réfléchir et agir, organiser les manifs, écrire les tracts, discuter avec les profs et les personnels...

Le but n'est pas qu'une minorité bloque et que la majorité s'en aille. C'est pourquoi il ne faut pas passer la journée sur le blocage. Il faut faire une AG pour discuter avec tout le monde et rappeler la légitimité démocratique de la grève, puis partir voir d'autres bahuts, faire une manif dans la ville, etc.

Le blocage n'est donc pas que technique : il ne suffit pas d'avoir le bon matériel (cadenas, grilles, poubelles...) pour fermer les portes du bâtiment. Il faut aussi avoir des arguments et des militants et militantes pour convaincre tout le monde de rejoindre la grève !

MUSULMAN, L'ÉCOLE C'EST PAS POUR TOI !

En son temps, Nicolas Sarkozy avait parlé des « valeurs chrétiennes » de la France et de l'Europe. Il avait rappelé que les instituteurs ne pourront jamais remplacer les curés pour enseigner la morale... En revanche, les musulmans (fussent-ils « d'apparence ») se sont le plus souvent vus ranger dans la catégorie des « racailles », voire des terroristes.

L'islamophobie gravée dans le marbre

François Hollande a décidé de réaffirmer la laïcité... Mais nullement d'en finir avec l'islamophobie qui règne jusqu'au plus hauts sommets de l'État.

L'été dernier, alors que les agressions de femmes voilées se multipliaient, le gouvernement a avancé l'idée d'une loi contre le port du voile à l'université ! La mesure semble être rangée dans un tiroir... Mais on ne saurait dire jusqu'à quand.

En attendant, Hollande a créé et fait installer dans tous les établissements scolaires une « charte de la laïcité ».

Cette charte souligne « l'égalité entre les filles et les garçons » et rappelle l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires. Il s'agit bien d'un amalgame implicite pour désigner le voile porté par certaines musulmanes. Comme si le voile était la cause du sexisme et non une

conséquence ! Comme si on ne pouvait pas être athée et sexiste !

La charte va même plus loin en prohibant les « tenues par lesquelles les élèves manifestent ostensiblement leur appartenance religieuse ». Dans certains lycées, comme Maupassant à Colombes (92), cela se traduit par l'interdiction des robes longues, considérées comme des tenues musulmanes !

Formatage républicain

La charte prétend vouloir faire émerger une culture commune. Mais l'idée de nos dirigeants n'est pas un mélange progressif des identités de

chacun et chacune. Leur but, c'est l'assimilation de tous et toutes à la culture dominante.

Cette charte, qui prétend défendre la liberté d'expression, cherche en fait à limiter encore un peu plus nos libertés. Elle réaffirme et appuie, au nom de la neutralité de l'État, l'idée d'un espace sans débat.

La liberté d'expression c'est la liberté de se vêtir comme on le souhaite, c'est la liberté de parler de tout ce qu'on veut avec tout le monde !

Typhaine (Comité jeunes 92 nord)

GRÈVE VICTORIEUSE POUR DES SALARIÉES

En septembre, trois étudiantes étrangères étaient en attente du renouvellement de leur titre de séjour annuel, ce qui nécessitait leur réinscription à l'université. Également assistantes d'éducation (AED) au lycée Cachin de Saint-Ouen (93), elles n'ont pas pu signer leurs nouveaux contrats car la Préfecture n'avait pas encore confirmé le renouvellement des visas.

La même Préfecture qui, elle, exige une attestation de revenus (bulletins de salaire et nouveau contrat de travail) !

La direction du lycée aurait pu choisir de faire pression sur la Préfecture pour obtenir des récépissés et être en mesure de signer les contrats, voire avancer le rendez-vous.

C'est ce qu'ont exigé les enseignants, personnels et élèves du lycée, en signant massivement des pétitions. La mobilisation se transformée en fronde contre la direction du lycée, ses méthodes autoritaires contre les profs, les emplois du temps mal conçus pour les élèves...

Le 19 septembre, jour de grève de l'Éducation dans le 93, le proviseur a fait venir des « équipes mobiles de sécurité » pour empêcher le blocage du lycée et remplacer les surveillants... Ils n'ont rien pu faire face aux profs, personnels de service et de la vie scolaire et aux trois cents lycéens déterminés à ne pas entrer dans le lycée.

Une demi heure après leur départ en manif vers Paris, le proviseur appelait une surveillante pour lui dire qu'elle aurait un rendez-vous à la Préfecture dès le lendemain !

Correspondante

SYRIE : SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION, NON AUX INGÉRENCES IMPÉRIALISTES !

La lutte du peuple syrien contre le régime de Bachar al-Assad dépasse les frontières de l'État syrien. Cette lutte, qui s'est militarisée en raison de la répression féroce du régime représente un enjeu géopolitique pour les impérialistes de tout bord.

Les impérialistes français et états-uniens

Loin d'une volonté d'intervenir pour « libérer » le peuple syrien, la stratégie des Occidentaux obéit à leurs intérêts propres. Ils veulent s'assurer la préservation de leur champ d'action économique et militaire.

La ligne rouge de Washington était l'utilisation des armes chimiques... Alors même que plus de 100 000 personnes avaient déjà perdu la vie dans la guerre civile avec des armes conventionnelles !

Finalement, il aura suffi d'un accord début septembre avec la Russie sur la destruction des armes chimiques pour que les États-Unis fassent machine arrière, suivis par Hollande.

Les États-Unis n'ont pas intérêt à faire tomber le régime dictatorial car personne ne serait en mesure de dire par quoi il serait remplacé : une partition du pays et une guerre civile permanente ? Un régime hostile à l'Occident ? Mieux vaut pour eux maintenir un régime certes un peu hostile mais avec lequel il reste possible de s'entendre.

Les intérêts pour Poutine

Le régime d'Assad est un allié important de la Russie. C'est d'abord la porte ouverte sur la Méditerranée, puisque l'État russe possède une base militaire sur le port de Tartous en Syrie. La Russie possède également des accords énergétiques importants avec le régime syrien sur les richesses gazières (la compagnie syrienne de gaz étant liée à la puissante compagnie russe Gazprom). Enfin, Assad canalise le champ d'action de l'État d'Israël et des États-Unis au Moyen-Orient.

En étant à l'initiative diplomatiquement en septembre, la Russie a montré qu'elle avait encore un rôle à jouer sur la scène internationale, tout en espérant donner un peu plus de temps à Assad pour mater la rébellion.

Les intérêts du peuple syrien ?

Aucune des grandes puissances n'est un allié de la révolution syrienne. La victoire du processus révolutionnaire syrien ne pourra être l'œuvre que des peuples de Syrie eux-mêmes.

Au sein de la rébellion, entre les groupes djihadistes financés par les alliés de l'Occident (Arabie saoudite et Qatar) et les personnalités issues du régime et de l'armée d'Assad, il existe des composantes progressistes, anticapitalistes, révolutionnaires. Celles-ci se battent pour un régime démocratique, la justice sociale et l'auto-détermination des peuples. Aucun de ces objectifs ne sera accessible tant qu'Assad n'aura pas dégagé.



Des expériences d'auto-organisation populaire existent, comme dans la ville libérée de Raqqa, où les besoins collectifs sont pris en charge par la population elle-même. C'est à ces secteurs que va notre soutien indéfectible, pour refuser tout compromis avec Assad et tout vol du processus révolutionnaire par les impérialistes.

Benco (Comité jeunes du Mans)

ÉTATS-UNIS : LA PLUS GRANDE GRÈVE DE LA RESTAURATION RAPIDE DE L'HISTOIRE

Le 29 août dernier, des milliers de travailleurs des fast-foods se sont mis en grève dans 58 villes des États-Unis, affectant un millier de restaurants de plusieurs chaînes comme Mac Donald et Subway. Leurs revendications principales étaient une augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure (contre 7,25 dollars, soit 5,70 euros aujourd'hui) et le droit à se syndiquer. Ils ont également dénoncé la flexibilisation des horaires, qui indexe leur rémunération sur le volume de clients.

Une mobilisation qui a fait tache d'huile...

Alors que l'industrie de la restauration rapide réalise des centaines de milliards de profits chaque année, les conditions de travail y sont extrêmement précaires, avec des salaires de misère et des temps partiels forcés, qui condamnent la plupart des travailleurs à la pauvreté. Les employeurs justifient cette exploitation par le fait que leurs contrats sont destinés aux étudiant-e-s, comme si le fait d'être jeune légitimait

l'ultra-précarisation ! Par ailleurs, cette affirmation est totalement fautive : les jeunes ne représentent aujourd'hui plus que 16 % des employés du secteur, qui sont en majorité des immigré-e-s, et dont les deux tiers sont des femmes. Car là-bas comme ici, c'est toujours les mêmes qu'on précarise, ceux que l'on sait plus vulnérables et qui auront plus de difficultés à se défendre.

Mais la grande vague de mobilisations de cet été met un terme à l'idée reçue selon laquelle les travailleurs précaires ne pourraient pas se battre, ou

devraient s'organiser de façon isolée et en dehors de leur lieu de travail. Avec l'approfondissement de la crise, nos conditions de travail ne risquent pas de s'améliorer. Aux États-Unis, il existe une catégorie de travailleur-se-s encore plus précaires, payée au pourboire, avec un salaire minimum de 2,13 dollars de l'heure ! Si nous ne nous battons pas aujourd'hui, ces contrats qui condamnent les travailleurs à des situations de semi-esclavage risquent de devenir monnaie courante. C'est pourquoi la lutte des salarié-e-s de la restauration rapide aux États-Unis est

une très bonne nouvelle, montrant que c'est avec les bonnes et vieilles méthodes du mouvement ouvrier, la grève notamment, que l'on peut se battre et se faire entendre. C'est de l'unité de toutes les couches de la classe des travailleur-se-s, jusqu'aux plus précaires, que peut surgir la force capable de reprendre l'offensive et de commencer à faire reculer les patrons du monde entier.

Flore (Comité Saint-Ouen)

UN PAS EN AVANT, TROIS PAS EN ARRIÈRE...

En mars 2012, François Hollande promettait : « une femme doit pouvoir recourir à l'assistance médicale à la procréation, soit parce qu'elle ne peut pas avoir d'enfants, soit parce qu'elle ne souhaite pas avoir de relation avec un homme. Je suis donc favorable à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes ».

Les réacs avancent, le gouvernement recule

Un an plus tard, en janvier 2013, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, expliquait que la PMA ne serait pas votée en même temps que le mariage pour tous et toutes car elle « mérite un débat en tant que tel, c'est pourquoi elle figurera dans le projet de loi sur la famille ».

Le gouvernement ajoutait aussi que cette question serait d'abord étudiée par le Comité national d'éthique, qui donnerait un avis

consultatif. La promesse de Hollande était donc officiellement remise en question.

En février 2013, Dominique Bertinotti, ministre de la Famille, déclarait que la loi sur la famille serait présentée au Parlement en fin d'année 2013, après que le Comité national d'éthique aura donné son avis. Cette promesse est à nouveau contredite : d'une part, le comité d'éthique ne compte pas se prononcer avant 2014 ; d'autre part, le gouvernement a annoncé le 11 septembre dernier que la PMA ne figurerait finalement pas dans la loi sur la famille.

Le projet de loi est reporté au mieux en mars 2014. D'ici-là, les femmes célibataires et les lesbiennes n'auront toujours pas accès à la procréation ! Pendant ce temps, on laissera s'exprimer les homophobes et les réactionnaires, comme pendant les débats sur le mariage pour tous et toutes !

Une nouvelle étape à franchir dans la lutte

En faisant appel au Comité national d'éthique, le gouvernement ne prend pas ses responsabilités. Il y a de grandes chances pour que le comité se positionne contre la loi. Le gouvernement s'en lavera alors les mains. En refusant de prendre une décision depuis l'année dernière, il a en fait acté qu'il ne prendrait pas cette mesure. On voit bien le vrai visage du gouvernement Hollande.

Il s'agit d'une question de droits et d'égalité pour les couples lesbiens et les femmes seules ! C'est par la lutte et par la mobilisation que nous gagnerons ce droit. Seul un rapport de force suffisant obligera le gouvernement à ouvrir l'accès à la PMA pour les femmes seules et les lesbiennes !

Pia (Comité jeunes de Rennes)

Dans ce numéro

Dossier : Régularisation de tous les sans-papiers !
Pages 4-5

Droit au retour pour Khatchik et Leonarda
Interview d'un lycéen de Jenatzj
Pourquoi la régularisation ?
Kosovo
Pour en finir avec le racisme, en finir avec le capitalisme

Formation : 1983-2013, La Marche pour l'égalité et contre le racisme
Page 6

Éducation
Page 7
C'est la crise à l'ESPE de Marseille
Universités : Face à l'autonomie et à l'austérité
IRTS, le social en mobilisation... sociale !
Fioraso à Grenoble

Funky : Couloises des échanges entre Valls et Hollande
Page 8

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Tout le monde s'accorde de la gauche à l'extrême droite : l'immigration doit être contrôlée et limitée. Les pires prônent l'« immigration zéro » ; pour le PS et ses alliés, comme SOS-racisme que nous retrouvons parfois en manif, il faudrait des « critères »... pas des papiers pour tous.

« La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde... Mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part », déclarait le Premier ministre PS Michel Rocard en 1990. La France aurait un « devoir moral » lié à sa grandeur civilisationnelle, qui l'obligerait à s'ouvrir... Mais sa bonté aurait tout de même des limites !

Des immigrés utiles à la société

Mais la France n'accueille pas les immigrés par « bonté » ! Elle en a eu besoin au vingtième siècle pour se reconstruire et se moderniser, pour effectuer les métiers les plus

pénibles et dangereux. Aujourd'hui, les sans-papiers travaillent et cotisent à la Sécu, sans avoir accès aux droits sociaux car leurs emplois sont non déclarés. Leurs enfants vont à l'école, au lycée, à la fac et se destinent à leur tour à travailler et à créer des richesses dont profitera la classe dirigeante française.

Si les gouvernements les expulsent, c'est que le racisme est l'une des meilleures armes pour nous diviser. Plutôt que de s'en prendre aux patrons français qui licencient, baissent les salaires et augmentent les cadences, mieux vaut désigner les étrangers.

D'où vient la « misère du monde » ?!

Les discours dominants désignent les autres peuples tantôt comme des incapables qu'il faudrait « aider », tantôt comme des barbares qui menaceraient « notre » civilisation. Dans tous les cas, la solution est de leur envoyer nos militaires, nos flics, nos entreprises et nos banques pour les recoloniser...

Le capitalisme international impose aux pays les moins avancés économiquement un rôle et des tâches au service des puissances

capitalistes. Aux pays d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes la production agricole d'exportation ; et tant pis si les populations locales ne peuvent pas se nourrir. Au Moyen-Orient la production de matières premières et des hydrocarbures ; et tant pis si les profits vont dans les poches d'une minorité qui se gave sur le dos des peuples. À l'Asie du sud et du sud-est l'industrie et les services à distance ; et tant pis si on licencie au Nord...

Voilà d'où vient la « misère du monde » : des politiques des grandes puissances, à commencer par la France !

Exiger la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation, l'égalité des droits entre Français et immigrés, ce n'est pas de la « bonté d'âme » ou de l'« idéalisme » : c'est une revendication minimale de justice !

JBT (92 nord)

KOSOVO

De 1999 à 2008, le Kosovo a été administré par des politiciens occidentaux, dont Bernard Kouchner de 1999 à 2001 (membre du PS puis ministre de Sarkozy en 2007). Désormais « indépendant », il compte toujours une base militaire de l'OTAN. Mais si trois cents soldats français ont le droit d'y vivre, la famille de Leonarda, elle, n'a pas le droit de résider en France !

FAIRE REVENIR DES LYCÉENS EXPULSÉS, C'EST POSSIBLE !

En octobre 2006, Suzilène, une élève cap-verdienne du lycée Valmy à Colombes (92), était expulsée. C'était la première fois que cela arrivait dans les Hauts-de-Seine pour une jeune scolarisée. Suite à la mobilisation de ses camarades et professeurs, des parents d'élèves et des réseaux militants du 92, elle a pu revenir quatre mois plus tard, en février 2007.

En août 2008, une deuxième expulsion de lycéen avait lieu dans le département. Taoufik, scolarisé au lycée Louis Girard de Malakoff, était renvoyé au Maroc. Cette fois-ci, il a fallu sept mois pour obtenir son retour, en avril 2009.

En janvier 2010, Mohamed, Marocain et lycéen à Valmy était à son tour expulsé. Cette fois, la victoire a été plus rapide puisqu'il a pu rentrer en France fin février.

Depuis, la Préfecture du 92, fief historique de Sarkozy, semble avoir renoncé à expulser les lycéens sans-papiers... Et dans ces trois cas, la mobilisation a été importante mais moins que celle qui a lieu pour Leonarda et Khatchik, alors surtout ne perdons pas espoir !

UN MOUVEMENT HORS DU COMMUN

Ce n'est pas la première fois que des jeunes se mobilisent en solidarité avec leurs camarades sans-papiers, et ces mobilisations

ont été bien souvent victorieuses. Ce mouvement dépasse cependant tous les précédents par son caractère massif. Les vacances scolaires ont

certes joué contre son extension. L'enjeu de l'étendre à tout le pays.

jusqu'au premier secrétaire Harlem Désir, se sont publiquement émus de la position du gouvernement... Même s'il est peu probable que nous puissions compter sur eux pour un affrontement jusqu'au bout.

Affronter le gouvernement

Hollande a fait ses choix : une indécente provocation concernant Leonarda et aucun mot concernant Khatchik.

Il est habituel qu'au début d'une mobilisation le gouvernement se présente comme inflexible et qu'il jouisse même d'un fort soutien dans les sondages. Mais quand la jeunesse est déterminée, elle peut rapidement faire basculer les choses.

C'est ce qu'a bien compris une partie du PS, notamment celle qui reste liée au mouvement social et à certains syndicats lycéens et étudiants (UNEF, UNL et FIDL) ou à SOS-Racisme. Plusieurs dirigeants et élus socialistes,

L'enjeu est d'abord le retour des expulsés, mais il faut aller plus loin, obtenir l'arrêt définitif des expulsions de sans-papiers scolarisés. L'avancée serait historique. Elle constituerait un désaveu pour le gouvernement et pour toute la politique migratoire de la France depuis trente ans !

**Droit au retour pour
Khatchik, Leonarda et sa
famille !**

**Arrêt des expulsions !
Scolarisation = titre de
séjour !**



FRANCE, TERRE D'ACCUEIL

RETOUR SUR UNE LUTTE QUI ÉBRANLE LE GOUVERNEMENT

Le 19 septembre, Khatchik, lycéen sans-papier scolarisé en CAP entreposage à Camille Jenatzy (Paris 18ème), est arrêté à Paris. Le lendemain, il est placé en centre de rétention administrative à Vincennes (94). Arménien, il a fui son pays avec sa famille il y a deux ans. Maintenant âgé de 19 ans, il y risque d'être enrôlé de force dans l'armée pour deux ans ou d'être condamné à une peine de trois à cinq ans de prison.

Jenatzy en grève !

Malgré la volonté des camarades de classe et d'un professeur syndiqué à la CNT, aucune réaction n'est organisée dans les jours suivants.

Les lycéens prennent finalement l'initiative le lundi 7 octobre. Ils passent dans les classes et organisent une assemblée générale improvisée. Le blocage du lycée y est voté. Le lendemain, alors que Khatchik est incarcéré depuis dix-neuf jours, il n'y aura pas cours.

La mobilisation lycéenne reçoit le soutien actif de militants du NPA, de la JC, de la CNT ou encore du Réseau éducation sans frontières (RESF). L'information commence à être diffusée au-delà du cercle scolaire. Un

élu communiste, Ian Brossat, passe au lycée faire part de son soutien. France 3 diffuse un court reportage sur la mobilisation qui commence à prendre forme.

Les jours suivants, les cours ne se tiennent plus. Les élèves refusent d'aller en cours. Des banderoles « Jenatzy en grève » et « Libérez Khatchik » sont confectionnées le mercredi. Le jeudi, Khatchik est conduit à l'aéroport. Une trentaine de lycéens, enseignants et militants parviennent à le faire débarquer à temps.

Une nouvelle assemblée générale est organisée le vendredi matin. Elle reconduit la grève mais ne prend pas d'autre initiative.

Rebondir et ne pas

rester seuls !

Le lendemain, samedi 12 octobre, profitant du week-end, la Préfecture expulse Khatchik sans même le laisser prévenir ses proches. Le lundi matin, 14 octobre, les lycéens se rassemblent devant la Préfecture et sont encerclés par la gendarmerie mobile.

Dans l'après-midi, une vingtaine de lycéens va à la rencontre du lycée Dorian

(11ème), où était scolarisé Khatchik l'an passé, puis aux lycées Hélène Boucher et Maurice Ravel (20ème). Avec des tracts et un mégaphone, ils appellent à un rendez-vous au rectorat le mercredi matin. Les retours sont plutôt favorables à la mobilisation et des contacts sont échangés.

Le lendemain, un rassemblement appelé par le RESF regroupe une quarantaine de personnes et une délégation (RESF, CNT, JC et NPA) est reçue par l'adjointe au maire de Paris « chargée des droits de l'Homme, de la lutte contre les inégalités, des citoyens extra-communautaires et de l'intégration ». Rien ne ressort d'un rendez-vous bureaucratique où l'interlocutrice refuse d'assumer que les responsables de ces ignominies sont au Parti socialiste.

La mobilisation prend

Mercredi 16 octobre, la lutte prend de l'ampleur. Parti du lycée toujours bloqué à 9 heures, le cortège lycéen passe récupérer celles et ceux de Ravel et Hélène Boucher à 10 heures, puis de Dorian à 10h45. Le cortège devient une manifestation spontanée, avec plus de 1000 lycéens et lycéennes.

Depuis le début de semaine, les médias parlent de « l'affaire Leonarda », cette collégienne kosovare expulsée avec sa famille dans le Doubs le 9 octobre. Par confusion, plusieurs journalistes pensent d'ailleurs que c'est pour elle que se mobilisent les élèves parisiens.

Dans les cortèges, les deux noms sont affichés sur les pancartes. Des élèves arborent des L et des K sur leurs joues. Ils sont au moins 7000 le jeudi 17 et plus de 10 000 le lendemain, veille des vacances. Des manifestations ont lieu d'autres villes de France.

Une manifestation a même lieu le samedi 19, avec près d'un millier de personnes. Deux assemblées générales ont lieu la première semaine des vacances. Elles regroupent plusieurs dizaines de lycéens, représentants d'une trentaine d'établissements.

Rendez-vous est pris dès la rentrée par les AG lycéennes et par les organisations politiques et syndicales de jeunesse !

Solen (Comité jeunes Paris 4)

GAUCHE, DROITE, GAUCHE, DROITE, GAUCHE... C'EST LE FN QUI AVANCE !

Les sondages donnent un Front national toujours plus haut. Il pourrait être en tête des élections européennes de juin prochain. Cette situation est le fruit de trente ans de politiques antisociales.

Lepénisation de la politique

Quelle que soit la couleur du pouvoir en place, les politiques libérales et d'austérité ont les mêmes conséquences pour les jeunes et les salariés : une dégradation de nos conditions de vie, des salaires plus faibles, un chômage

plus fort, la casse de acquis sociaux, un assombrissement de notre avenir...

Il est clair pour une majorité des jeunes et des salariés que le PS et l'UMP ne sont que les deux visages d'une même politique.

Et des années de défaites des luttes sociales et de discours individualistes ont rendu moins crédibles les solutions de solidarité et d'unité des classes populaires.

Le vote FN, ou du moins sa banalisation, exprime cette tendance à se retourner contre son collègue de boulot, son

voisin plutôt que contre son patron ou les dirigeants du système. Une tendance qui s'accompagne d'une banalisation des idées et discours racistes et xénophobes, d'une « lepénisation » des esprits.

D'un côté, les partis traditionnels font des concessions aux idées du FN, avec les lois anti-immigrés, les discours, anti-Roms, islamophobes, etc. De l'autre, le FN se donne un profil radical, celui du seul parti « hors du système UMPS ». Un mensonge facile à percer quand on voit ses positions contre les grèves ouvrières et les mobilisations sociales...

Construire la résistance aux politiques antisociales, c'est lutter triplement contre le FN : en montrant d'abord aux jeunes et aux salariés qu'ils sont dans le même bateau, quelles que soient leurs nationalités, couleurs de peau, religions ou orientations sexuelles... Mais aussi que l'extrême droite se trouve toujours du côté des puissants et que le changement ne viendra pas du vote pour quelque politicien démagogue que ce soit, mais de l'action et du rapport de force !

Herman (Comité jeunes 92 nord)

COMBATTRE LE RACISME ET RENVERSER LE CAPITALISME !

Après dix ans de droite au pouvoir, et de Guéant, Hortefeux et Sarkozy, on pouvait penser que le PS ralentirait les expulsions de sans-papiers, les destructions de camps roms et les sorties racistes. Au contraire, le racisme n'a que rarement été aussi présent.

Ce ne sont pas seulement Valls et ses records d'expulsions de sans-papiers. C'est aussi la droite et l'extrême droite, de Copé à Marine Le Pen qui banalisent le racisme après avoir banalisé l'homophobie. Ceux qui véhiculent cette idéologie réactionnaire sont tous des représentants zélés des capitalistes. Ce n'est pas un hasard.

Le racisme : un outil pour nous diviser

Le racisme est utilisé par la classe dominante pour nous diviser. Quand on parle des Roms et des musulmans, cela permet de détourner notre attention des bas salaires, du chômage et de la précarité, de nos conditions d'études et de notre avenir. Pour éradiquer le racisme, il faudra aussi nous battre contre ceux qui véhiculent ce poison, contre ceux qui détiennent les médias, qui financent le Front national ou l'UMP, c'est-à-dire les grands capitalistes.

Combattre frontalement le racisme

Mais le racisme ne fait pas que nous diviser, il nous affaiblit. Accepter que des flics arrêtent des lycéens parce qu'ils n'ont pas de papiers, c'est accepter qu'ils arrêtent ceux qui la fois suivante se révolteront pour leurs conditions d'études. C'est un des principaux obstacles à la construction d'une riposte face au gouvernement et au patronat. La lutte contre le racisme, contre ces divisions est une tâche indispensable à ceux qui veulent renverser ce système. Si nous nous battons

entre nous, si nous laissons livrés à eux-mêmes les plus exposés face à la violence raciste, nous ne ferons pas le poids face aux capitalistes.

Que nous subissions le racisme ou non, nous devons nous battre contre les expulsions, contre les lois ou n'importe quelle manifestation de racisme.

Racisme et capitalisme

Les luttes contre le racisme et contre le capitalisme sont liées. Sans lutte pied à pied contre le racisme, les capitalistes en profiteront pour nous diviser. Mais nous ne pourrons pas en finir avec le racisme sans renverser ce système qui l'alimente. Il faudra une révolution pour en finir avec le capitalisme, mais il faudra que tous y participent, Noirs ou Blancs, Français ou étrangers, musulmans ou Roms.

Jeunes et prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

Lucien (Comité jeunes Paris 7)

DU FRIC POUR ÉTUDIER, PAS POUR EXPULSER !

Les immigrés, avec ou sans papiers, qui travaillent, étudient, cotisent, vivent ici... Rapportent officiellement à l'État français une bonne douzaine de milliards d'euros par an (12,4 milliards d'euros pour être précis) tout en cotisant au passage pour les retraites de tous. C'est ça qu'on appelle « accueillir la misère du monde ? » Cette expression sous-entend que cela coûterait cher. Visiblement, l'immigration rapporte bien plus qu'elle ne coûte ! Mais si Manuel Valls met autant d'efforts à expulser, il doit bien avoir une raison économique impérieuse... non ?

Le coût de la reconduite à la frontière d'un migrant est estimée entre 21 000 et 27 000 euros, par personne ! Des chercheurs s'accordent à estimer cette dépense globale entre 700 millions et 2 milliards d'euros par an. Des chiffres vertigineux quand on nous parle d'austérité à tout les coins de JT et de diminution des budgets pour l'enseignement ou la santé.

Et Valls se permet de jouer avec son prédécesseur de l'UMP au jeu du « celui qui expulsera le plus » ? Alors non ce ne sont pas les immigrés qui coûtent cher, c'est la politique raciste de la France. Si le gouvernement veut rogner des budgets, qu'il arrête les expulsions !

RAPIDE RETOUR SUR LES LOIS MIGRATOIRES EN FRANCE : C'ÉTAIT MIEUX À GAUCHE ?

1945-70 : « L'objectif est de repeupler la France » ; ouverture des frontières et organisation massive de la venue de main d'œuvre des colonies.

1972-74 : début du « problème de la maîtrise des flux migratoires » ; début de la crise pétrolière, du chômage de masse ; de nombreuses circulaires interdisent la régularisation des travailleurs entrés en France sans contrat de travail.

1981 : la gauche au pouvoir ; malgré quelques mesures, elle ne change pas la logique qui vise à opposer les « bons » immigrés – dont le patronat a besoin – à ceux jugés indésirables.

17 juillet 1984 : création du titre unique de séjour et de travail pour dix ans, automatiquement renouvelable. En dissociant pour la première fois l'occupation d'un emploi du droit pour tous les étrangers de résider en France, la gauche s'inscrit dans la même logique : aux uns, on parle d'« intégration », aux autres on oppose la fermeture des frontières.

18 octobre 1986 : Charles Pasqua fait embarquer 101 Maliens en situation irrégulière dans un charter pour Bamako. La droite prend des mesures extrêmement répressives contre l'immigration clandestine.

1990 : déclaration du Premier ministre Rocard : « Le temps de l'accueil de main d'œuvre étrangère (...) est donc désormais révolu. »

2002 : 10 000 expulsions

2005 : 20 000 expulsions ; le ministre de l'Intérieur Sarkozy fixe l'objectif de 15 000 pour l'année suivante

2006 : loi Sarkozy sur « l'immigration choisie » ; elle introduit la volonté de réduire l'immigration légale.

2012 : 36 822 expulsions

2013 : Valls se vante de ses 18 000 expulsions au 31 août et s'inscrit dans la droite ligne d'un demi-siècle de politiques migratoires racistes.

POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME : CONTINUONS LE COMBAT !

Connu(e) comme la « Marche des beurs », la Marche contre le racisme et pour l'égalité est devenue emblématique de la lutte des jeunes dits « issus de l'immigration post-coloniale ». Contrairement aux idées reçues, une gentille marche prônant la République métissée. Elle exprimait le ras-le-bol des jeunes immigrés victimes du racisme et du harcèlement policier. Un combat qui est malheureusement toujours d'actualité.

France terre d'accueil ?

On retrouve en 1983 dans les zones urbaines des grandes villes et dans leurs banlieues, le même profil d'habitants qu'aujourd'hui : des familles immigrées venues des colonies qui occupent les emplois d'exécution considérés comme dégradants pour les Français. Ils sont souvent ouvriers spécialisés, éboueurs, manœuvres...

Leurs enfants sont arrivés très jeunes ou sont nés sur le sol français. À la fin des années 70, la classe dirigeante s'est rendue compte que les travailleurs maghrébins ne repartiraient pas dans leurs pays quand on n'aurait plus besoin d'eux. Elle gardait l'image du travailleur maghrébin célibataire, vivant dans un foyer Sonacotra. Le « plan » c'était de se servir d'eux quand on en avait besoin pour la reconstruction du pays après-guerre et pendant les Trente glorieuses. Contrairement aux immigrations européennes antérieures, le but n'était pas de faire venir des immigrés qu'on assimilerait. Pour la bourgeoisie, les Maghrébins (notamment les Algériens) ne pouvaient être intégrés car ils ne partageaient pas le socle culturel européens. Il fallait donc qu'ils repartent.

Pourtant, le travailleur du foyer Sonacotra avait laissé une femme et des enfants au bled, ou il s'était marié en France. Les familles se réunissent avec la loi sur le regroupement familial de 1976, parquées dans des grands ensembles comme à Lyon mais aussi dans des cités « transits » comme Nanterre, ou tout simplement dans des logements insalubres (hôtels, foyers...).

À la fin des années 70 et le début des années 80, leurs enfants sont des adolescents.

Mitterrand : après les promesses, la réalité

Le PS arrive au pouvoir avec Mitterrand en 1981. Dans ses « 100 propositions pour la France » se trouvent la fin des discriminations envers les travailleurs immigrés, l'obligation de motiver les refus de titre de séjour, l'égalité entre travailleurs « étrangers » et « nationaux », le droit de vote aux élections municipales après cinq ans de présence, le droit d'association... L'engouement suscité par la liberté d'association pour les personnes étrangères (abrogation du décret de 1939) et par la régularisation de 130 000 sans-papiers nourrissent l'espoir de changement.

En mars 1983, c'est le « tournant de la rigueur », dans un contexte de plans de licenciements massifs, d'augmentation du chômage et de développement de la misère. Des grèves d'ampleur touchent le secteur automobile où les ouvriers spécialisés immigrés sont très nombreux, comme à Citroën, Talbot ou Renault. Les revendications sociales s'associent à celles concernant la dignité ouvrière et de droits spécifiques pour les travailleurs immigrés, comme celui cumuler les cinq semaines de congés l'été.

Ces luttes sont dans la continuité de celles des travailleurs immigrés des années 70. Mais le gouvernement PS de Pierre Mauroy, Gaston Defferre (ministre de l'Intérieur) et Jean Auroux (ministre du Travail), déclare que ces grèves sont manipulées depuis l'étranger, par des religieux musulmans.

Il affirme : « S'il est prouvé que des influences extérieures d'inspiration religieuse ou politique ont pesé sur le comportement des immigrés en grève (...) alors le gouvernement prendra ses responsabilités et en premier lieu le ministère du travail. Nous ne tolérerons pas que ces attitudes compromettent la réussite des entreprises en agissant contre l'intérêt national ».

Il ajoute : « Il y a, à l'évidence une donnée religieuse et intégriste dans les conflits que nous avons rencontrés (...). Lorsque des ouvriers prêtent serment sur le Coran dans un mouvement syndical, il y a des données qui sont extra-syndicales (...) Un certain nombre de gens sont intéressés à la déstabilisation politique ou sociale de notre pays parce que nous représentons trop de choses en matière de liberté et de pluralisme ».

Le Parti socialiste développe volontairement l'idée que la lutte des immigrés est illégitime. Il brandit une menace islamiste représentée par les immigrés musulmans. Toute l'année 1983 est marquée dans les médias, par la question de « l'immigration ». Les journalistes multiplient les reportages sur l'Islam en France, sur les quartiers populaires, l'immigration, la montée de l'insécurité. Très vite ces deux thématiques sont liées.

Les élections municipales de 1983 sont l'occasion d'une surenchère sécuritaire et raciste, le FN continue sa percée électorale et acquiert une légitimité politique. À Dreux, la liste RPR (ancêtre de l'UMP) fusionne avec le FN au second tour, face à la liste d'Union de la gauche.

Racisme, chômage et le harcèlement policier : ça suffit !

Depuis le milieu des années 1970, des révoltes contre le harcèlement policier explosent dans les banlieues françaises. C'est particulièrement le cas dans la banlieue lyonnaise : 1976 à Villeurbanne, 1979 à Vaulx-en-Velin et 1981 à Villeurbanne où le maire décide de raser le quartier d'Olivier-Serres qu'il qualifie de « vivier à délinquants ». Des émeutes ont également lieu en 1981 dans la cité des Minguettes à Vénissieux et à Rillieux-la-Pape, toujours autour de Lyon. Elles sont très médiatisées et le gouvernement est obligé de répondre : Gaston Defferre assure que la répression sera forte.

Les actes racistes impunis se multiplient. Le meurtrier d'Ahmed Boutelja, jeune de Bron (banlieue de Lyon), victime d'un crime raciste, est libéré sans procès. Deux jours plus tard, le 21 mars, une descente de police est effectuée à la cité des Minguettes, saccageant des locaux, maltraitant les habitants notamment des mères... Des émeutes éclatent et la police est contrainte de battre en retraite. Les syndicats de police profitent de ces événements pour exiger de l'État des exemples en expulsant du territoire les jeunes immigrés « meneurs ». Ils menacent de faire acte d'indiscipline.

Douze jeunes des Minguettes créent une association pour interpeller les pouvoirs sur leurs conditions. Ils se lancent dans une grève de la faim avec le soutien d'Ahmid Boukhrouma, Jean Costil (pasteur) et Christian Delorme (curé) militants de la CIMADE qui avaient eux-même fait une grève de la faim contre la double-peine (l'expulsion des étrangers après qu'ils ont fait une peine de prison). La grève de la faim renvoie à leur expérience mais aussi à celle des jeunes parqués dans les prisons qui pratiquaient cette méthode de contestation. SOS Minguettes lance une série de revendications telles que la fin des persécutions policières, la justice à deux vitesses ou encore la réhabilitation de la ZUP des Minguettes.

En juin, Toumi Djaidja, gréviste de la faim, reçoit une balle lors d'une descente de police. Durant son séjour à l'hôpital, il a l'idée avec Delorme et Costil d'organiser une marche contre le racisme et pour l'égalité. La Marche est donc organisée au départ de Marseille en octobre alors qu'un jeune de 13 ans venait d'être assassiné. Seules dix-sept personnes (la majorité venant de la région lyonnaise) participent au départ. Les autres étapes de la marche connaissent le même taux de participation en dehors de quelques villes comme Lyon.

Le 14 novembre, Habib Grimzi, Algérien de 24 ans venu passer des vacances à Bordeaux, est sauvagement battu à mort et jeté d'un train en marche par trois légionnaires racistes. L'indignation énorme participe du succès de la Marche à Paris, le 3 décembre. 100 000 personnes défilent dans les rues contre le racisme avec comme slogan : « Rengainez, on arrive ! »

La Marche et le PS

Mitterrand accepte de recevoir les marcheurs, mais il demande à ce que la délégation reçue ne soit pas composée de « délinquants ». La majorité des organisateurs ayant un casier judiciaire, sont choisis ceux qui ont... le plus petit casier !

Il leur fait toute une série de promesses. La seule qui aboutira sera la création de la carte de séjour de dix ans. C'est effectivement une avancée pour les étrangers de ne plus avoir à faire le parcours du combattant tous les ans à la préfecture. Mais cela démontre bien la manière dont est traitée la jeunesse des banlieues qui se mobilise. La plupart des revendications des jeunes tournent autour des violences policières, de la justice... Des revendications de personnes qui se considèrent chez elles, dans leur quartier, dans leur ville. La réponse apportée par le pouvoir est sur le droit des étrangers.

La Marche n'est pas l'irruption des Maghrébins sur le terrain politique contrairement aux idées reçues. Elle fait suite à de nombreuses luttes, au foisonnement associatif et politique avec notamment la création d'association comme Zaarma d'Banlieue (1979) ou encore les initiatives Mogniss Abdallah comme le concert Rock Against Racism.

Pour autant, il était nécessaire pour le pouvoir socialiste de créer une nouvelle image du « Beur ». Fini le travailleur célibataire, on passe au bon copain dont on aime la différence culturelle et qui n'a pas vraiment de volonté politique propre. SOS-Racisme sera le principal outil de récupération de l'antiracisme. Créée de toute pièce par Julien Dray, le PS et de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), l'association doit couper l'herbe sous le pied des jeunes qui se sont organisés par eux-mêmes. Le slogan « touche pas à mon pote » les fait passer d'actifs à passifs. En mettant en avant la lutte contre le FN, SOS occulte les revendications de 83.

Trente ans après, la situation n'a pas changé : le racisme est toujours présent, dans toutes les sphères de la société. Le combat contre le racisme doit continuer en apprenant du passé. Les héritiers de la Marche de 1983 ne sont ni au gouvernement, ni à SOS-Racisme : ils sont dans les lycées, les facs, les quartiers et les entreprises ; ce sont celles et ceux qui se sont révoltés en 2005 ou qui manifestent contre les expulsions de sans-papiers aujourd'hui. Ils doivent être fiers des combats des générations précédentes.

Mina (Comité jeunes 92 nord)

Une manifestation de commémoration et de lutte contre le racisme aujourd'hui aura lieu à Paris le 7 décembre ; elle sera précédée d'initiatives régionales

DÉBUT DE RÉACTION ÉTUDIANTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Durant tout le mois d'octobre, des assemblées générales se sont tenues dans de nombreuses universités pour lutter contre les coupes budgétaires et les mesures d'austérité. Cette dynamique, si elle s'amplifie, peut constituer la base d'une mobilisation nationale pour repousser et mettre un coup d'arrêt aux logiques libérales dans l'Enseignement supérieur.

Abroger les lois LRU et Fioraso

L'autonomie budgétaire, mise en place en 2007 par le gouvernement Sarkozy, met des dizaines d'universités en déficit. La LRU a transféré la gestion du budget aux universités. Les personnels ne sont plus payés par l'État mais par leur propre établissement, l'université décide de l'attribution des moyens aux différentes filières et UFR.

Or les moyens transférés par l'État ne prennent pas en compte les augmentations des salaires des personnels dus aux évolutions de carrière, ni par exemple les exonérations des frais d'inscriptions pour les boursiers... Les universités ne peuvent que s'endetter et les administrations en profitent pour faire de véritables plans d'austérité locaux pour rendre plus compétitive leur université.

Le gouvernement fait le choix de maintenir cette loi et même d'aggraver cette logique. Avec la loi Fioraso, l'autonomie va être accrue sur le plan pédagogique. Une nouvelle procédure d'élaboration des diplômes permettra à chaque université de modifier son offre de formation à sa guise, sans contrôle national. Elles pourront l'adapter à leur coupes budgétaires.

Développer la mobilisation des universités

La situation est dramatique : des sites universitaires sont menacés de fermeture pure et simple, comme celui de Béziers ; des filières disparaissent, des options sautent, etc. Les premières assemblées générales de l'année ont regroupé de quelques dizaines à plusieurs centaines d'étudiants. C'est une première étape.

Nous cherchons à donner des perspectives de mobilisation localement et nationalement en partant des problèmes de chaque filière dans chaque fac et en montrant le lien avec la politique nationale du gouvernement. Il faut qu'un maximum d'étudiants se mette en mouvement, participe à la construction quotidienne de la

lutte, diffuse des tracts, intervienne dans les cours, colle des affiches, etc.

Une première journée nationale de mobilisation a eu lieu le 24 octobre. Les manifestations ont été modestes, mais elles ont parfois permis de faire converger des mobilisations existantes. La situation va en s'aggravant, n'attendons pas plus longtemps pour la lutte !

Danny Dhan (Comité jeunes Lille)

FIORASO CHASSÉE DE SES PROPRES TERRES !

Le 21 octobre, de retour à Grenoble où elle a dirigé pendant des années les partenariats entre universités et entreprises privées, Fioraso a reçu un accueil surprenant. Le comité de mobilisation de Grenoble contre la loi Fioraso avait décidé d'envahir ce jour-là le CA du pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES). Plus tard, les militants et militantes ont trouvé Fioraso en réunion dans une autre salle. Face à leurs interpellations, elle a préféré fuir par une porte dérobée... Si seulement sa loi pouvait disparaître aussi vite qu'elle !

MOUVEMENT SOCIAL DANS LE TRAVAIL SOCIAL

Depuis le 7 octobre, les étudiants en travail social se mobilisent dans toute la France. À l'heure où nous écrivons ces lignes, un rendez-vous est attendu avec la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine ; une coordination nationale des instituts et écoles de travail social est prévue à Rennes en novembre.

Promesses sans moyens

Futurs éducateurs spécialisés, assistantes de service social, éducateurs de jeunes enfants, conseillers en économie sociale et familiale ou moniteurs-éducateurs, ces étudiants et étudiantes se destinent aux métiers d'aide à ceux et celles que notre société met à la marge ou en grave difficulté.

Leurs formations alliant cours et expériences de terrain, ils demandent depuis des années la légitime rémunération de leurs stages. Une revendication satisfaite par Fioraso en juillet dernier... Ou presque.

Désormais, les collectivités territoriales et les établissements hospitaliers recourant aux stagiaires doivent leur verser une gratification de 436,05 par mois (pour 35 heures de travail par semaine, soit un petit tiers du SMIC). Mais aucun budget n'a été alloué pour cela. Certains hôpitaux sont ainsi passés de deux cents à... dix stagiaires !

Qui dit pénurie de stages, dit concurrence entre les étudiants pour accéder aux quelques offres, certains acceptant

de travailler dans des domaines sans rapport avec leur projet... Et d'autres restant sur le carreau.

Pour une revalorisation des statuts

Si certaines organisations dites « apolitiques » demandent la suspension des réglementations jugées « trop contraignantes pour les employeurs », les étudiants se mobilisent au contraire pour obtenir leur maigre rémunération. Pour cela, l'État doit donner aux structures publiques et associatives des financements fléchés, uniquement destinés aux stages.

À terme, la revendication doit être le versement de vrais salaires, sur la base

des conventions collectives, en tous cas pas inférieurs au SMIC ; d'autant qu'avec les suppressions de postes les stagiaires se retrouvent à assumer des responsabilités de vrais travailleurs sociaux.

Cette revendication doit être couplée à celle d'un plan d'embauche dans les services sociaux et de leur reprise en charge par le ministère. La « révision générale des politiques publiques » (RGPP) de 2007 et la « modernisation de l'action publique » (MAP) de 2012 consistent à supprimer des postes et à décentraliser les responsabilités aux collectivités territoriales. Elles sont incitées à mutualiser les moyens de différentes structures, entendez à en fermer certaines.

La loi Fioraso sur l'Enseignement supérieur préconise de même le regroupement des établissements pour créer quelques grands centres universitaires, auxquels seraient intégrés les instituts et écoles de travail social.

Leur combat est intimement lié à ceux des facs. L'enjeu est d'unir toutes les luttes étudiantes contre l'austérité et la déréglementation de l'Enseignement supérieur.

Baptiste et JBT (Comité jeunes 92 nord)

À AIX-MARSEILLE COMME AILLEURS : ZÉRO POINTÉ POUR LE GOUVERNEMENT !

Depuis septembre 2013, finis les IUFM ! Pour se former aux métiers de l'enseignement, place aux écoles supérieures du professorat (ESPE), un doux nom qui fait vite déchanter les étudiants.

Formation inaccessible

À Aix-Marseille, depuis cette année, seuls les master 1 préparent aux concours. Les étudiants recalés aux épreuves doivent donc refaire leur année. Mais redoubler une année déjà validée met souvent fin au

droit à la bourse ou à l'allocation de formation Pôle emploi. L'an prochain, il sera impossible de recommencer un diplôme déjà validé...

Et pour les étudiants recalés aux concours mais ayant validé leur M1 ? « Allez dans le privé si pouvez ! », semble répondre la direction de l'ESPE qui, austérité oblige, fait varier les volumes horaires (jusqu'à dix heures par semaine de différence !) des différents groupes d'étudiants préparant les mêmes concours.

Le pire en perspective

Alors, quand le 4 octobre, la direction de l'ESPE a annoncé la suppression de trois groupes de formation, les étudiants ont dit assez !

Déjà organisés en assemblées générales depuis quatre semaines, ils ont décidé avec les formateurs de monter le ton et d'appeler à occuper la réunion du 10 octobre entre formateurs et direction de l'école.

Cette dernière, mal à l'aise, a menacé

de repartir sans discuter et s'est enfermée dans une salle. Les étudiants, rassemblés à la porte puis en AG, ont maintenu la pression. La direction de l'ESPE est revenue sur ses décisions de suppression des groupes.

Pourtant, le budget de l'université – et donc celui de son ESPE, – n'a pas changé d'un centime. Dès le second semestre, les conséquences du déficit budgétaire se feront ressentir de plus belle.

Alors, avant qu'on nous recale aux

concours parce qu'on n'a pas pu les préparer dans de bonnes conditions, recalons donc la réforme des formations !

Marthe (Comité jeunes Aix-Marseille)

COULISSSES

Grâce à nos amis hauts placés dans la NSA, nous avons obtenu l'enregistrement de la discussion entre Hollande et Valls suite à la déclaration du Président sur le retour de Leonarda.

Manuel Valls : Hé ben Président, t'as pas perdu ton humour ! Dire que la gamine peut revenir mais sans sa famille, même moi j'aurais pas osé !

François Hollande : Tu sais Manu, je pense comme toi qu'il n'y a qu'une minorité d'hommes politiques de gauche qui ont vocation à le rester !

MV : MDR ! Enfin c'est cool que tu me soutiennes. J'ai eu peur qu'on se laisse mettre la pression par Harlem Désir et les autres relous.

FH : T'inquiète, on s'est plutôt bien réparti les rôles. Lui il cherche à canaliser les lycéens en se limitant au cas de Leonarda et surtout pas à tous les autres. Nous on dit qu'on applique la loi, même si c'est celle de Sarkozy ! Bon, à l'avenir on évitera d'aller chercher les enfants dans les bus ou dans les écoles. C'est pas très compliqué d'attendre la sortie.

MV : Oui, enfin attention quand même. J'ai des chiffres à atteindre moi. Le Figaro m'attaque en disant que j'expulse moins que la droite. Quelle bande de salauds ! Titrer que je n'ai fait que 14 800 ! Je les ai comptées une par une : au 31 août on était à 18 126 ! Il faut qu'on mette le paquet maintenant, parce qu'à ce rythme on n'est pas sûr d'arriver à 30 000.

FH : Tu cherches toujours à devenir le socialiste le plus à droite de l'histoire à ce que je vois !

MV : Oui, et je sais que je peux compter sur votre soutien, ça fait chaud au cœur. C'est ma vocation. C'est pour ça que je suis entré au PS en 1980. Avec mes potes de l'UNEF-ID, on animait la « deuxième gauche », celle de Rocard, les anti-marxistes qui prônaient le tournant libéral.

FH : J'ai bien vu d'ailleurs ton hommage avec ton « nous n'avons pas vocation à accueillir tous les Rroms... », très bien trouvé !

MV : C'est mon pote Alain Bauer, le parrain de mon fils, qui me l'a soufflé.

FH : Ah oui, Bauer, le fou qui fait peur à tout le monde avec des faux chiffres sur la délinquance et qui veut mettre des caméras et des écoutes partout ?

MV : C'est un pro le mec. Il me donne dix idées par jour. Bon, la plupart ne sont pas très légales. Mais il m'a aussi appris à manipuler les statistiques. La dernière trouvaille, c'est d'expliquer que, les Rroms ayant vocation à retourner dans leur pays, hé bien on ne peut pas les comptabiliser dans les chiffres des expulsions. Du coup, ceux de la droite passent de 30 000 à une fourchette qui va de 17 000 à 21 000,

donc je suis en passe de les dépasser avec mes 18 000.

FH : C'est n'importe quoi ton raisonnement ! Tu vas pas oser dire ça en public ?!

MV : C'est déjà fait, dans un communiqué officiel du ministère en réponse au Figaro le 9 octobre.

FH : Mince, c'était avant que je ne vous oblige à me soumettre toutes vos communications médiatiques ! Avec tous mes soucis, je ne veux pas rater une occasion de rigoler un peu !

MV : Pardon, j'aurais dû te l'envoyer. Mais quand je vois tes sondages et les miens, j'oublie parfois que c'est toi qui as gagné la primaire du PS !

FH : Fous-toi de moi c'est ça ! Mais tu verras, en cas de mouvement social, ta popularité pourrait bien voler en éclat. Le problème avec les prolos c'est que quand c'est la routine ils suivent les conneries du JT de TF1... Mais quand ils sont en lutte ils perdent toute confiance dans les discours qu'on leur balance à longueur de temps...

MV : C'est sûr que la baisse de popularité, ça peut difficilement t'arriver à toi maintenant !

FH : Fais ton malin. C'est pas encore fait pour que tu sois investi en 2017...

MV : Par le PS peut-être pas, mais vu le bordel à l'UMP je pourrais très bien être leur candidat. Je suis plus populaire que Fillon et Copé réunis.

FH : Sarko te bat encore, et Marine Le Pen aussi...

MV : Oui, mais moi Président de la république, je serais encore plus raciste qu'eux !

FH : Pas besoin d'être Président, tu le fais déjà très bien comme ministre de l'Intérieur.

MV : T'as raison, merci du compliment. Allez, je retourne expulser des Maliens.

FH : T'as raison, moi je retourne les bombardier !

POUR PAVLOS, LE COMBAT CONTINUE

Le mercredi 18 septembre se lève en Grèce un jour noir pour le peuple qui lutte. Pavlos Fyssas, un militant et rappeur antifasciste de 34 ans, est tué par un fasciste à Keratsini, un quartier de l'ouest d'Athènes. L'assassin, Giorgos Roupakias, militant du parti néonazi Aube dorée, tue Pavlos de plusieurs coups de couteau, l'un droit au cœur. En même temps, les médias au service du pouvoir gouvernemental, expliquent que la mort de Pavlos est due à une bagarre entre supporters de foot fanatiques.

Il s'agit d'un crime politique, dont l'objectif est la répression de toute action antifasciste. Les fascistes de l'Aube dorée ont commis plusieurs attaques fatales à des immigrés, des homosexuels, des militants de gauche etc., avec la tolérance absolue et

même le soutien de la police grecque. L'Aube n'est pas un simple parti traditionnel, c'est un parti néonazi, composé d'assassins. Ce n'est en rien un parti opposé au système, comme le prétendent ses membres. Dans un pays où le chômage atteint 28 % et où les salaires diminuent, où le secteur public est éliminé, et particulièrement celui de l'éducation, il permet de détourner des vrais ennemis, le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

Le mouvement antifasciste a donné une réponse forte à l'assassinat de Pavlos. Plusieurs grandes manifestations antifascistes de jeunes et de salariés ont eu lieu partout en Grèce les jours suivant l'assassinat. La majorité des enseignants se sont mis en grève,

des écoles et des universités ont été occupées.

La réaction du gouvernement grec par rapport à ces « troubles sociaux » a été immédiate. Le 26 septembre, le gouvernement, sous la pression du mouvement antifasciste et de l'indignation populaire, a fait arrêter les dirigeants de l'Aube dorée. Mais s'il accuse le parti d'être une « organisation criminelle », la plupart des inculpés ont été libérés en quelques jours. L'arrestation des néonazis ne constitue qu'un coup publicitaire. Ce même gouvernement avait pourtant auparavant ouvert la possibilité d'une coalition gouvernementale avec l'Aube dorée!

Ne nous faisons pas d'illusion : la véritable lutte antifasciste c'est celle

des jeunes, des travailleurs et des travailleuses dans la rue contre le système qui fait son lit.

Contre ce système qui tue, la lutte continue !

Eleanna et Maria (militantes d'Antarsya, Grèce)

Un morceau de Killah P (a.k.a. Pavlos Fyssas) sous-titré en anglais : http://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=qUVGzYrUmgA

L'album en entier : http://www.youtube.com/watch?v=gk7lpy0Sg4E&feature=player_detailpage

Plus qu'un journal, **L'Anticapitaliste** un outil pour lutter!



Soutenez la presse anticapitaliste, **ABONNEZ-VOUS!** 

FAITES VIVRE L'ANTI-CAPITALISME CAMPAGNE FINANCIERE 2013

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

1 MILLION D'€ POUR LE NPA

www.npa2009.org/souscription

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
NPA.JEUNES.FREE.FR // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE de APEIJ)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA